



BUDGET 2017
HARDRICOURT
Rapport de synthèse

Fabrice POURCHÉ
Maire adjoint chargé des finances

Le Contexte socio-économique

International

Profitant de la faiblesse de l'euro, des taux et du prix du pétrole, l'année 2016, au niveau de l'économie de la zone euro, a bien démarré avec +0,5% en variation trimestrielle au 1er trimestre, suivi de +0,3% au 2ème trimestre. En 2017, la zone euro va bénéficier de trois principaux facteurs : un environnement extérieur caractérisé par la faiblesse de l'euro, une politique monétaire encore accommodante facilitant l'accès au crédit et des politiques budgétaires expansionnistes dans certains pays, notamment en Allemagne, en Italie et peut être en France.

Reste à savoir dans quelle mesure la confiance va revenir pour permettre un décollage des investissements suffisant. Cela améliorerait le potentiel de croissance qui reste faible. L'amélioration des perspectives de croissance de long terme nécessite une reprise dynamique de l'investissement productif et la mise en place de réformes structurelles.

Début 2017, l'inflation va poursuivre sa remontée progressive, suivant la tendance du prix du pétrole. Elle devrait rester sous la barre des 2% visé par la BCE : à + 1,4% en moyenne en 2017 et à + 1,7% en 2018. La croissance de l'inflation devrait progressivement affecter négativement le pouvoir d'achat. Ceci s'ajoute aux incertitudes mondiales qui pourraient affecter plus particulièrement les investissements. En effet, 2017 s'annonce non dénuée de risques politiques. Les risques les plus importants sont à attendre au Royaume Uni (Brexit), en Espagne (gouvernement fragile), en Grèce (financement de la dette), en France (élections présidentielle et législative) et en Italie (référendum).

L'année 2017 devrait être caractérisée par une croissance modérée due à une consommation des ménages moindre en raison de l'inflation. A l'instar de la zone euro, la croissance française va continuer à bénéficier de certains facteurs favorables malgré le retour de l'inflation. La faiblesse de l'euro devrait s'accroître légèrement, particulièrement face au dollar qui s'apprécie suite à l'élection de Donald Trump à la Maison Blanche. Cette faiblesse améliore particulièrement la compétitivité des entreprises françaises, contribuant ainsi au rééquilibrage des comptes courants. La croissance de la zone euro devrait également être plutôt favorable à la France car elle résulte d'une meilleure demande intérieure au sein de la zone, compensant le ralentissement du commerce international.

National

La Loi de Programmation des Finances Publiques, couvrant la période 2014/2019, a acté un plan d'économies de 50Md€ réparties sur 3 ans, entre 2015 et 2017.

Une dérogation à ce plan a été arrêtée en loi de finances initiale, via une moindre contribution du bloc communal. Cette dernière s'établit, au titre de 2017, à 1,035 Md€ contre 2,071 Md€ programmée dans le cadre du plan d'économies, pour une contribution globale de 2,634 Md€, étant précisé que les contributions des départements et des régions restent inchangées (respectivement 1,148Md€ et 0,451 Md€). La DGF, dont les axes de réforme ont été annoncés pour 2017, ne fera pas l'objet de profondes modifications en 2017 ; la réforme annoncée étant décalée à 2018, dans le cadre d'une loi spécifique aux collectivités territoriales, suite à l'instabilité du paysage institutionnel (poursuite des regroupements communaux et intercommunaux).

Intercommunal

Notre jeune intercommunalité Grand Paris Seine et OISE (GPSeO) , née il y a un an, a pour objectif politique, fixé par les Lois NOTRE et MAPTAM, la réduction à terme du coût de fonctionnement des services publics, par le biais de la mutualisation. Le transfert des compétences jusqu'alors communales vers GPSeO se poursuit. Ce mastodonte comptant 73 communes et 405 000 habitants avance à vitesse lente compte tenu de l'enjeu financier et organisationnel des compétences transférées. Mais il avance et la compétence voirie a occupé bon nombre de fonctionnaires et d'élus en 2016 pour trouver un consensus. L'année 2017 verra se poursuivre l'analyse des autres transferts (déchets, assainissement, adduction d'eau etc...) et l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI), mais aussi la montée en puissance du fonctionnement propre de GPSeO.

Sur le plan financier, le budget voté par GPSeO le 23 mars dernier a acté une fiscalité sur les ménages identique à celle de 2016 (7,62 % sur la taxe d'habitation) et une augmentation de la fiscalité des entreprises de 0,91 point (+ 3,60 %).

A Hardricourt, comme dans les 72 autres communes, l'incertitude budgétaire est liée aux attributions de compensation (somme reversée à la commune par GPSeO, issue de la fiscalité des ménages et des entreprises d'Hardricourt, après déduction des charges des compétences transférées) dont le montant est pour le moment fluctuant en fonction des charges transférées et qui ne facilite pas la vision budgétaire à un an. Les charges des compétences transférées pour 2017 sont une estimation de 2016 et seront définitives une fois que les charges réelles et les discussions entre GPSeO et les communes auront été arrêtées. La Loi prévoit que ces attributions de compensations soient fixes permettant aux communes d'établir un budget équilibré et sincère comme le veut la réglementation.

Communal

Depuis 2014, les communes ont activement contribué au redressement des finances publiques à travers une forte diminution des dotations de l'Etat et l'amplification des mécanismes de péréquation horizontale (redistribution inter collectivités). L'année 2017 verra, normalement, la mise en place de la dernière tranche de réduction des concours financiers de l'Etat aux collectivités locales. En 3 ans, ils auront baissé de 12,5 milliards d'euros.

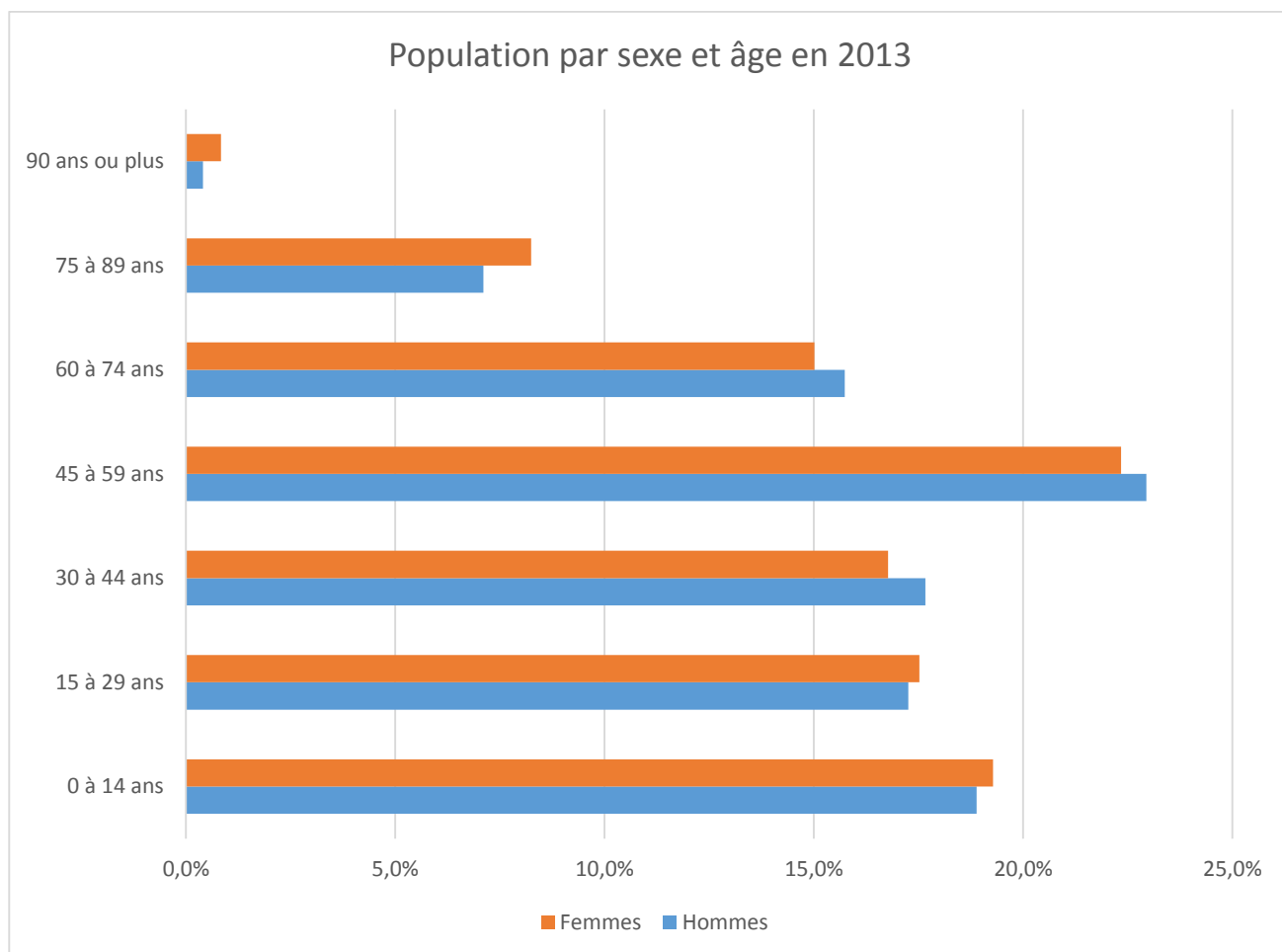
A Hardricourt, après 3 années basées sur la réduction drastique de nos frais de fonctionnement **(-20 %)**, l'optimisation de nos charges de personnel **(- 17%)** et la réorganisation de tous nos services pour un service public de qualité au juste coût, nous sommes arrivés au terme de la première étape des économies réalisables. Pour accroître ces économies de demain, il faudrait modifier voire supprimer un service. Bien évidemment, cette hypothèse ne nous convenant pas et nous avons construit ce budget 2017 en conservant la qualité et le volume de services publics à Hardricourt.

Compte tenu des baisses des dotations d'Etat, de l'effort d'économies sur nos frais de fonctionnement, exposés ci-dessus, si nous voulons continuer à investir dans des projets nécessaires pour notre village, il nous faut trouver des recettes supplémentaires pour équilibrer notre budget. Ces recettes supplémentaires passent par des demandes de subventions auprès de différents établissements publics impactés par le même objectif d'économies que le nôtre et donc qui subissent les mêmes effets de raréfaction du denier public. Au final, la dernière solution, la plus facile et largement utilisée par le gouvernement en place, serait d'augmenter les impôts sur les ménages. **Là encore ce n'est pas notre souhait. Alourdir encore et toujours la charge financière des contributions des mêmes familles ne nous satisfait pas.**

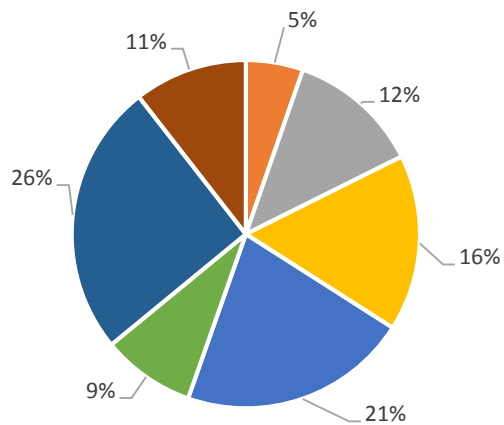
En conclusion, nous avons atteint le seuil des économies réalisables en fonctionnement et en optimisation des services, nous ne souhaitons pas supprimer ou dégrader un service public et nous ne voulons pas augmenter la pression fiscale sur les ménages Hardricourtois. La migration vers une nouvelle mairie moins « gourmande » et le regroupement de nos activités associatives mutualisées en un lieu unique (salle VOVARD) nous permettra de dégager de nouvelles marges de manœuvre vers un deuxième acte d'économies de fonctionnement. C'est pourquoi nous vous proposons à travers ce budget prévisionnel 2017 une synthèse chiffrée équilibrée de ces objectifs avec une volonté claire d'investissement raisonnée et raisonnable.

La population

Pyramide des âges HARDRICOURT

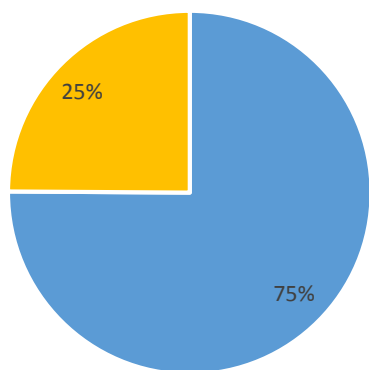


catégories socioprofessionnelles



- Artisans, commerçants, chefs entreprise
- Professions intermédiaires
- Ouvriers
- Autres personnes sans activité professionnelle
- Cadres et professions intellectuelles supérieures
- Employés
- Retraités

Foyers imposables Hardricourt Dernières données INSEE



- Part des ménages fiscaux imposés en 2013, en %
- Part des ménages fiscaux non imposés en 2013, en %

L'état des ressources

1. La baisse de la dotation de l'Etat.

Tableau de baisse de la Dotation Globale de Fonctionnement de 2014 à 2017 pour Hardricourt

DGF Hardricourt	2014	2015	2016	2017
Montant €	221 160	170 065	119 766	91 911
Variation n-1	-22 393	-51 095	-50 299	-27 855

Soit une baisse de la DGF de **129 249 €** entre 2014 et 2017.

2. La fiscalité intercommunale GPSeO

Taxes	2016	2017	Montant millions €
Taxe habitation	7,62%	7,62 %	49,72
Taxes sur les entreprises	24,36 %	25,27 %	86,89
Taxe enlèvement des ordures ménagères	5,79 %	5,79 %	38,10

Les attributions de compensations (AC) reversées par GPSeO à la commune :

AC	2016	2017
€	529 857	647 354

3. Une fiscalité communale constante

La revalorisation des bases d'imposition initiée en 2014 par l'administration fiscale a, de fait, augmenté le revenu fiscal communal en 2015. Une volonté politique forte nous a permis de contenir les taux d'impositions communaux depuis 2014.

Contributions directes HARDRICOURT

	2014			2015			2016		
	Base	Taux	Montant	Base	Taux	Montant	Base	Taux	Montant
Taxe d'Habitation	3 876 423,00 €	12,46%	483 002,31 €	4 182 277,00 €	12,46%	521 111,71 €	4 161 853,93 €	12,46%	518 567,00 €
Taxe Foncière	3 656 887,00 €	15,11%	552 555,63 €	3 740 305,00 €	15,11%	565 160,09 €	3 748 762,41 €	15,11%	566 438,00 €
Taxe Foncière NB	19 730,00 €	100,07%	19 743,81 €	19 839,00 €	100,07%	19 852,89 €	20 034,98 €	100,07%	20 049,00 €
Total			1 055 301,74 €			1 106 124,69 €			1 105 054,00 €

Malgré une baisse des recettes fiscales entre 2015 et 2016 et la prévisible baisse pour 2017, nous avons souhaité continuer de maintenir pour 2017 les taux de 2014. Il n'y aura donc pas d'augmentation des impôts communaux à Hardricourt en 2017 (pour la part des taux fixés par notre municipalité).

Les taxes communales secteur Hardricourt 2016

COMMUNES	Taxe Habitation		Taxe Foncier Bâti		Taxe Foncier Non Bâti	
	2015	2016	2015	2016	2015	2016
HARDRICOURT	12,46	12,46	15,11	15,11	100,07	100,07
MEULAN	19,55	18,16	22,53	24,03	80,99	75,23
Mézy sur seine	9,6	8,21	13,2	14,7	51,97	44,44
TESSANCOURT	11	9,61	16	17,5	47,16	41,2
Vaux sur seine	12,42	12,42	15,53	15,53	114,19	114,19
Evecquemont	10,05	10,05	9,14	9,14	50,05	50,05
Bouafle	11,34	11,34	13,29	14,79	82,18	82,18
Juziers	10,31	10,92	18,15	20,62	43,18	45,73
Les Mureaux	17,45	16,06	21,56	23,06	52,18	48,02
Jambville	8,93	7,54	11,42	12,92	42,97	36,28
Ecquevilly	14,19	12,8	13,64	15,14	105,87	95,49
Verneuil sur seine	18,98	18,78	19,44	22,94	112,06	110,87
Gaillon sur mct	11,44	10,05	15,55	17,05	37,31	32,77
Lainville	7,89	10,39	10,54	10,54	49,59	52,09
	PROPRIETAIRES ET LOCATAIRES		PROPRIETAIRES			

4. L'autofinancement

La capacité d'autofinancement (C.A.F) correspond à la différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement.

Cette différence peut être affectée en partie ou en totalité à l'investissement. Le niveau de cet excédent conditionne la capacité d'une Mairie à investir en dehors du recours à l'emprunt.

Capacité d'autofinancement Hardricourt (CAF) :

C.A.F	2014	2015	2016	2017
Montant €	401 080	572 702	550 765	891 629

L'augmentation de la CAF EN 2017 est liée à l'intégration du solde positif du budget assainissement avant transfert à GPSeO.

5. La stratégie hardricourtoise d'épargne projet

Fort du constat de début de mandat, la commune ne pouvait plus recourir à l'emprunt pour ses projets compte tenu du très fort taux d'endettement, nous avons mis en place depuis 2014 une stratégie d'épargne projet nous permettant de réaliser nos objectifs.

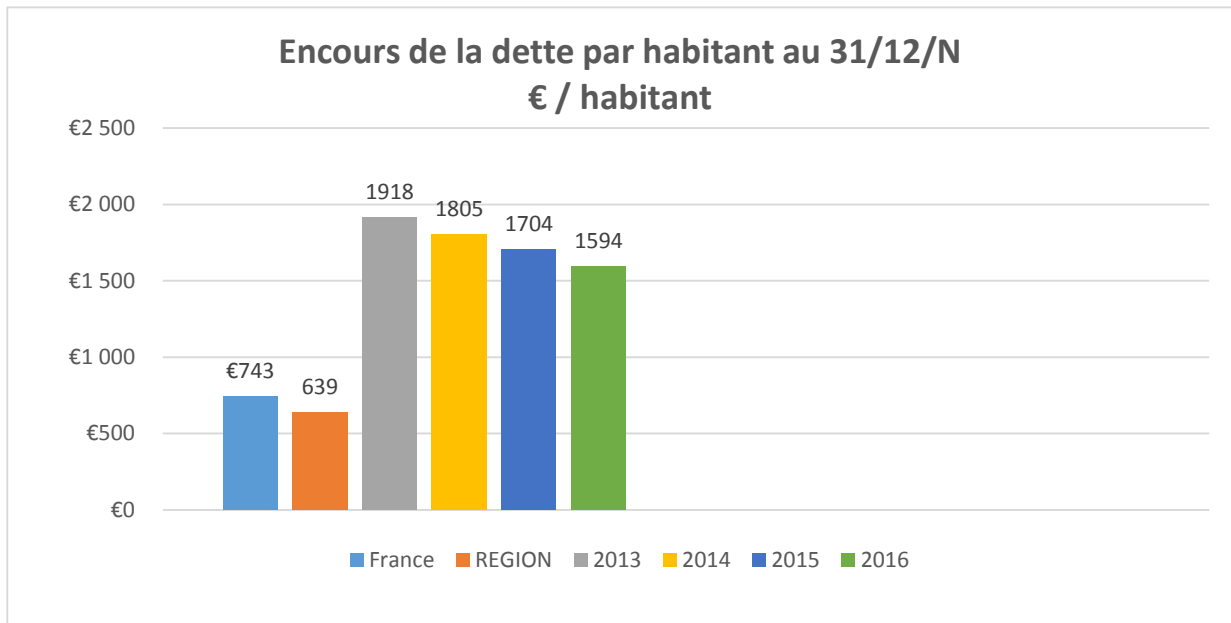
Libellé de l'opération	Epargne Projet				
	2015	2016	2017	2018	2019
Mairie	160 000	150 000	167 500	167 500	
Maison des Associations	340 000		215 000	23 750	191 250
Total	500 000	150 000	382 500	191 250	191 250

L'épargne projet est financée par la cession de la mairie à partir de 2017

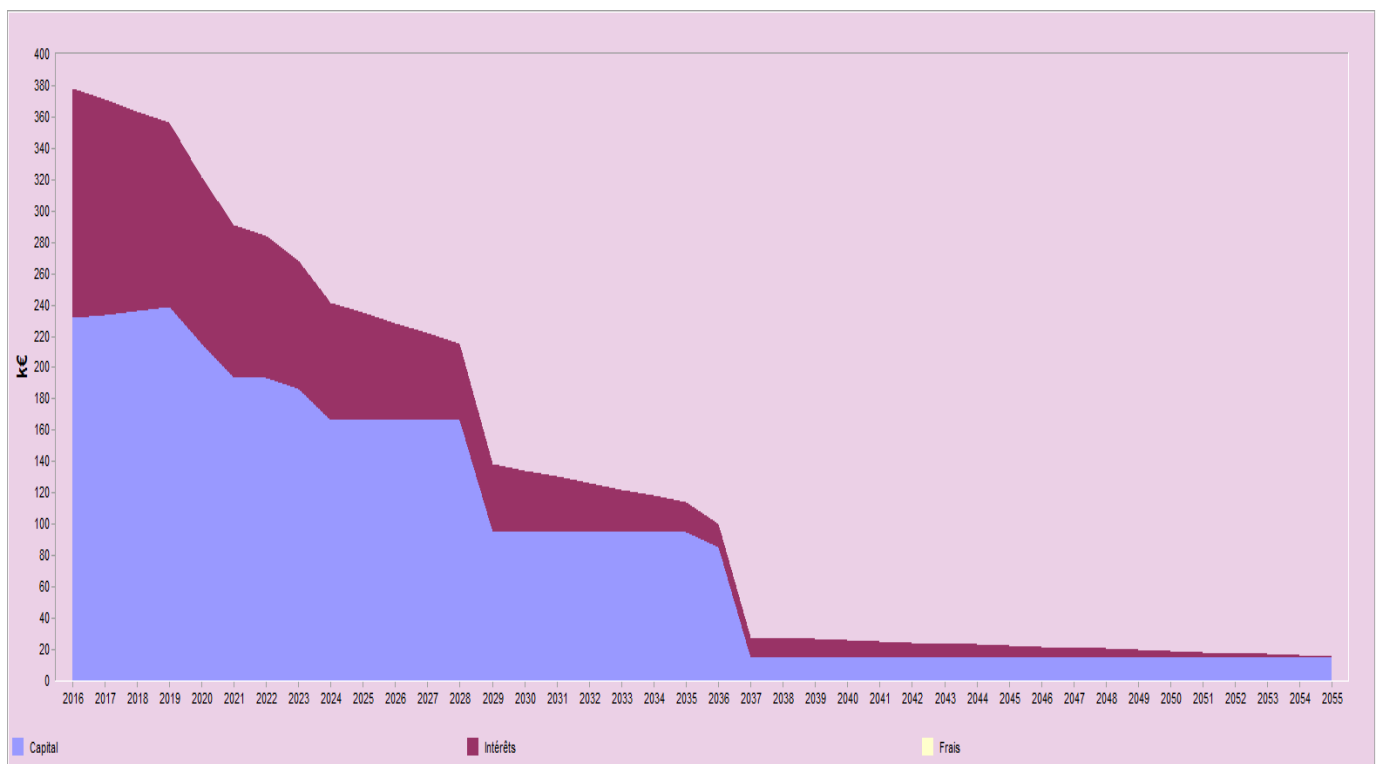
Libellé de l'opération	cout estimatif TTC	Montant HT Plafond subventionnable	Subvention	besoin de financement	Total épargne projet	FCTVA	Epargne + FCTVA	Fonds propres consommés
Mairie	1 406 844	875 475	437 737	969 107	645 000	276 935	921 935	-72 827
Maison des Associations	1 124 525	1 124 525	562 263	562 263	770 000	221 361	991 361	340 902
Total	2 531 370	2 000 000	1 000 000	1 531 370	1 415 000	498 295	1 913 295	268 075

Les Reversements de la FCTVA viendront en supplément de l'Epargne ainsi que la subvention du conseil Régional qui sera intégrée en recettes et en dépenses dès notification.

6. L'ENCOURS DE LA DETTE HARDRICOURT 2016



Evolution des remboursements de la dette par années



Montant total de la dette au 31/12/2016 : 3 366 893 €

Montant du remboursement 2017 : 370 895 €

**Montant des cautionnements d'emprunts supportés par
HARDRICOURT
(en cours au 31/12/2016)**

Date d'engagement	Raison sociale de l'organisme	Nombre de Logements Localisation	Montant de l'engagement
06/11/1992	ESH SOVAL	32 /rue de verdun 16 / Cottage	131 565,74 €
03/12/2004	SA HLM Coopération et famille	58 /Bld Michelet	1 706 649,75 €
04/01/2010	OPIEVOY	8/ bld carnot	657 734,86 €
09/07/2013	OPIEVOY	10 /rue des Petites Fontaines	940 288,84 €
07/10/2013	SA HLM Coopération et famille	28 /rue du Vexin	1 198 939,97 €
08/11/2013	SA HLM Coopération et famille		1 653 537,93 €
17/03/2014	Immobiliere 3F	9 / bld Michelet	846 358,75 €
	Total	161 logements sociaux	7 135 075,84 €

Au 31/12/2016 notre taux communal de logements sociaux est de 17,60 % (183 logements). Notre taux cible pour les trois prochaines années est 20 % soit une augmentation de 22 logements. Le taux à atteindre en 2025 est fixé par la Loi SRU (solidarité et renouvellement urbain) à 25 % soit environ 280 logements sociaux au total. Depuis avril 2014, nous n'avons plus souhaité couvrir les risques financiers inhérents aux financements de ces logements sociaux. Ce risque étant délégué au conseil départemental et la communauté urbaine GPSeO comme le permet la réglementation.

7. Effectifs et charges de personnel

Effectif communal au 31/12/2016	
Service	Effectif
Police Municipale	2
Service Administratif	5
Service Technique polyvalent	4
Service Technique nettoyage	2
Service restaurant scolaire	2
Service Animation	2
Service scolaire	2
Service portage repas, appariteur, divers	1
Total	20
dont Titulaire CNRACL	15
dont Non Titulaire IRCANTEC	4
dont Personnel de remplacement pour absence agent	1

<i>Libellé</i>	<i>2013</i>	<i>2014</i>	<i>2015</i>	<i>2016</i>	<i>2017</i>
Charges de personnel et frais assimilés	986 143,77	868 721,15	913 100,29	912 085,13	824 500,00
Rémunérations Brutes	572 752,26	542 158,82	587 006,78	559 366,77	526 000,00
Charges Sociales	266 662,73	252 767,82	261 747,19	259 163,29	215 700
Formation, œuvres sociales, médecine travail	8 703,94	7 266,01	7 706,01	6 828,44	7 300,00

Vue d'ensemble du fonctionnement

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	Budget primitif 2017		
	Propositions Nouvelles	Reports	Propositions Globales
011 - Charges à caractère général	527 600,00		527 600,00
60 - ACHATS ET VARIATION DES STOCKS	214 500,00		214 500,00
61 - SERVICES EXTERIEURS	247 200,00		247 200,00
62 - AUTRES SERVICES EXTERIEURS	55 900,00		55 900,00
63 - IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	10 000,00		10 000,00
012 - Charges de personnel et frais assimilés	824 500,00		824 500,00
62 - AUTRES SERVICES EXTERIEURS	46 500,00		46 500,00
63 - IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	22 600,00		22 600,00
64 - CHARGES DE PERSONNEL	755 400,00		755 400,00
014 - Atténuations de produits	93 143,00		93 143,00
65 - Autres charges de gestion courante	187 894,00		187 894,00
66 - Charges financières	137 100,00		137 100,00
67 - Charges exceptionnelles	87 792,40		87 792,40
022 - Dépenses imprévues	100 000,00		100 000,00
Total dépenses réelles	1 958 029,40		1 958 029,40
Total dépenses d'ordre	912 629,12		912 629,12
Total dépenses de fonctionnement	2 870 658,52		2 870 658,52
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	Budget primitif 2017		
	Propositions Nouvelles	Reports	Propositions Globales
70 - Produits des services, domaine et ventes diverses	63 250,00		63 250,00
73 - Impôts et taxes	1 910 477,00		1 910 477,00
74 - Dotations, subventions et participations	148 200,00		148 200,00
75 - Autres produits de gestion courante	30 300,00		30 300,00
76 - Produits financiers	50,00		50,00
77 - Produits exceptionnels	1 700,00		1 700,00
013 - Atténuations de charges	30 000,00		30 000,00
002 - Excédent de fonctionnement reporté	686 681,52		686 681,52
Total recettes réelles	2 870 658,52		2 870 658,52
Total recettes de fonctionnement	2 870 658,52		2 870 658,52

Vue d'ensemble de l'investissement

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	Budget primitif 2017		
	Propositions Nouvelles	Reports	Propositions Globales
16 - Emprunts et dettes assimilés	234 204,90		234 204,90
21 - Immobilisations corporelles	178 112,12		178 112,12
23 - Immobilisations en cours	200 000,00		200 000,00
Total dépenses réelles hors opérations	612 317,02		612 317,02
10001 - ACHAT DE MATÉRIELS DIVERS	30 840,00	2 911,18	33 751,18
10002 - BATIMENTS - GROS TRAVAUX	206 000,00	229 107,83	435 107,83
23 - VOIRIE RESEAUX - GROS TRAVAUX	197 299,00		197 299,00
34 - CLOTURE AMENAGT TERRAIN FOOTBALL	10 000,00		10 000,00
49 - Maison municipale 3 pôles-centre village	220 000,00	590 649,99	810 649,99
50 - Parc du Château	69 360,00		69 360,00
67 - Groupe Scolaire + ALSH	701 825,00	4 875,00	706 700,00
69 - Entoussement+trottoirs R. CODEURS	160 000,00		160 000,00
76 - Vidéosurveillance	3 500,00	79 784,00	83 284,00
86 - Contrat Ad'AP	36 670,00	22 720,80	59 390,80
87 - cadre de vie	41 589,00		41 589,00
88 - CME	500,00		500,00
89 - plan pluriannuel vehicule	5 000,00	5 000,00	10 000,00
Total dépenses opérations d'invest.	1 682 583,00	935 048,80	2 617 631,80
Total dépenses d'investissement	2 294 900,02	935 048,80	3 229 948,82
	Budget primitif 2017		
RECETTES D'INVESTISSEMENT	Propositions Nouvelles	Reports	Propositions Globales
001 - Excédent d'investissement reporté	67 673,71		67 673,71
024 - Produits des cessions d'immobilisations	187 910,00	194 590,00	382 500,00
10 - Dotations, fonds divers et réserves	605 733,25		605 733,25
16 - Emprunts et dettes assimilés	304,90		304,90
Total recettes réelles hors opérations	861 621,86	194 590,00	1 056 211,86
10002 - BATIMENTS - GROS TRAVAUX	60 000,00	258 607,84	318 607,84
49 - Maison municipale 3 pôles-centre village	500 000,00		500 000,00
67 - Groupe Scolaire + ALSH	442 500,00		442 500,00
Total recettes opérations d'invest.	1 002 500,00	258 607,84	1 261 107,84
Total recettes d'ordre	912 629,12		912 629,12
Total recettes d'investissement	2 776 750,98	453 197,84	3 229 948,82
	Budget primitif 2017		
SOLDE DE L'INVESTISSEMENT	Propositions Nouvelles	Reports	Propositions Globales

L'investissement au budget 2017

Le montant dégagé pour l'investissement dans le budget 2017, hors épargne projet et restes à réaliser, est de **465 838 €**.

Les projets 2017

Les projets 2017 concernent :

1. La voirie (pour un total de 277 049 €)

Création, réfection, aménagement de trottoirs : boulevard Michelet, centre village pour un total de 219 549 € investis sur 3 ans dont 119 549 € en 2017.

Création d'un parking pour la salle Vovard pour 50 000 € investis sur 2 ans dont 25 000 € en 2017.

Réfection, aménagement des trottoirs chemin Laurent pour 21 000 €.

Aménagement du parking du parc du château (doublement de sa capacité à l'identique) en corrélation avec le projet d'extension de l'école et la création d'un nouveau centre de loisirs et revitalisation festive du parc. L'investissement en 2017 sera de 60 000 € et sera suivi d'un investissement de 50 000 € en 2018 dès la fin des travaux de l'école et du centre de loisirs afin de réaliser un cheminement piétons viabilisé et éclairé entre ce parking et l'école. En complément, une dalle spectacle et jeux, permettant l'organisation de fêtes dans le parc, sera réalisée.

Réaménagement du parking de la rue de la Chesnaye pour 41 000 € dont 21 000 € investis en 2017.

Diverses réalisations, ralentisseurs, traçage de signalisation horizontale, panneaux routiers pour un total de 30 500 €.

2. Le scolaire (pour un total de 47 000 €)

Poursuite de la régulation thermique des bâtiments scolaires avec pose de thermostats sur tous les radiateurs et régulation automatique sur la chaudière (ainsi que le passage à l'énergie gaz de ville) pour 20 000 €.

Budget total pour les aménagements prévus après travaux (ameublement etc..) de 22 000 € dont 11 000 € en 2017.

Achat d'un TNI (tableau numérique interactif) pour 3 000 €.

Achat d'un vidéoprojecteur (un autre prévu en 2018) pour 1 500 €.

Réparation de toiture pour 6 500 €.

Achat d'un jeu extérieur pour la cour de maternelle pour 5 000 €.

3. Le cadre de vie (pour un total de 42 089 €)

Provision projet cadre de vie pour 30 000 €.

30 bacs de fleurissement et supports de jardinières pour les barrières rue du Vexin pour 8 889 €.

Panneaux entrée de ville et poubelles pour 3 200 €.

4. Fêtes et cérémonies, sports (pour un total de 32 340 €).

Renouvellement des tables et chaises festives pour 9 700 €.

20 tables pliantes et 40 bancs d'extérieur pour 3 700 €.

50 barrières « Vauban » pour 2 500 €.

4 vestiaires mobiles et 2 rideaux de barnum pour 1 940 €.

Deuxième tranche de remplacement des pare ballons et lisses au stade pour 10 000 €.

2 buts de Hand Ball pour le gymnase pour 2 500 €.

2 paniers de basket extérieurs suite à vandalisme pour 2 000 €.

5. Les investissements divers (pour un total de 67 360 €).

Provision pour l'aménagement et équipement de la nouvelle salle VOVARD après travaux de 20 000 €.

Provision pour l'aménagement et équipement de la nouvelle mairie pour 25 000 €.

Elagage rue de l'Aulnaye Hermant et parc du château pour 9 360 €.

Renouvellement d'extincteurs pour 1 500 €.

Outillage services techniques communaux pour 1 500 €.

Ordinateur pour 2 000 €.

Plan pluri annuel de renouvellement du parc roulant pour 5 000 €.

Licences logiciels pour 3 000 €.

Au-delà de ces investissements, l'année 2017 verra :

Le début des travaux de restructuration et d'agrandissement de la salle Vovard (maison des associations mutualisée) en mai pour une livraison avril 2018. Montant total de l'investissement : 1 172 370 € HT.

Le début des travaux de la nouvelle mairie en mai pour une livraison en septembre 2018. Montant total de l'investissement : 937 104 € HT.

Les travaux de l'école : création de 3 salles, agrandissement de la cantine et construction d'un nouveau centre de loisirs. Début des travaux fin 2017 pour une livraison en septembre 2018. Montant total de l'investissement : 1 086 800 € HT (estimés).

Les travaux sur la salle polyvalente avec installation de chauffage dans le gymnase (et passage à l'énergie gaz de ville), renouvellement de la plomberie, des sanitaires, vestiaires et remise aux normes électriques. Le début des travaux est prévu en octobre 2017 pour une livraison en novembre 2017. Montant total de l'investissement : 330 000 € HT.

Pour rappel, l'ensemble de ces 4 investissements majeurs ont été réalisés sans recours à l'emprunt et à taux fiscaux « ménages » communaux constants.